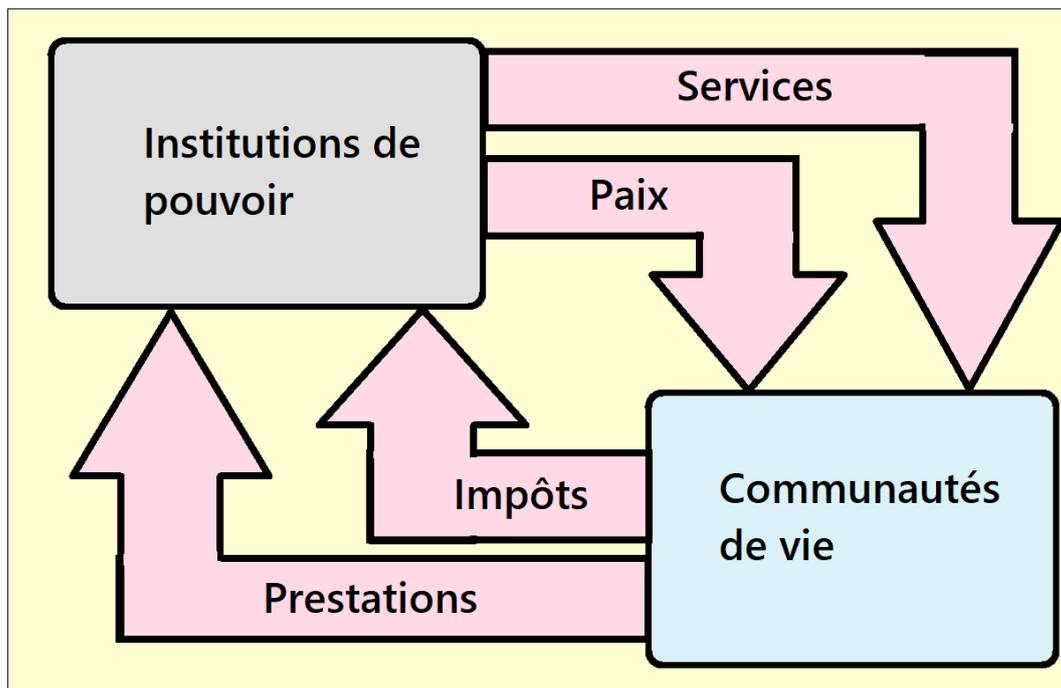


Effondrements paradigmatiques et institutionnels.

Marc Halévy
31 janvier 2019

Le "contrat" politique entre les institutions de pouvoir (dont la mission est de pérenniser le paradigme qui les a fait émerger) et les communautés de vie (la "société" civile et l'économie réelle) porte sur l'équilibre entre flux montants (impôts et prestations) et flux descendants (paix et services). Le schéma ci-dessous l'exprime :



Tout paradigme - comme tout système vivant - a un cycle de vie et, après 550 ans en moyenne, il est usé, obsolète et inefficace face à l'évolution des mondes et des aspirations des communautés de vie ; alors, il doit disparaître. C'est le cas aujourd'hui.

Pour savoir comment un paradigme, au travers des institutions de pouvoir qui sont en charge de sa pérennité, s'effondre, il suffit de découvrir les mécanismes par lesquels ces institutions ont été empêchées d'assurer la paix et les services, et de comprendre "qui" avait intérêt à cet effondrement des institutions.

Cet effondrement est la conséquence du sabotage des institutions de pouvoir en place en les rendant incapables d'assurer à la fois la paix intérieure (par la justice et la police) et extérieure (par la diplomatie et l'armée) et de fournir ses services avec un bon niveau de qualité et d'efficacité.

Si la paix et les services collectifs ne sont plus (bien) assurés, le contrat étant caduc, la société civile en viendra à refuser de payer ses impôts et de fournir ses prestations citoyennes (qui, au fil des siècles, ont varié de la "corvée servile" au "devoir électoral" en passant par le "service militaire").

Dans la matrice qui suit, les sept paradigmes successifs européens ont été très caricaturalement dépeints dans la logique du schéma repris ci-dessus.

<i>Paradigme</i>	<i>Type</i>	<i>Qui</i>	<i>Quoi</i>	<i>Vers qui</i>	<i>En échange de quoi</i>
<i>GREC</i> (invention de la cité indépendante) -700 à -150	<i>Multipolaire</i>	Cité	Pacte d'alliance	Autre cité	Respect de l'alliance
		Elite	Evergétisme	Peuple	Travail
<i>ROMAIN</i> (invention de l'empire central) -150 à 400	<i>Monopolaire</i>	Empereur	Evergétisme, armée légionnaire et lois	Citoyen	Impôts et service militaire
				Esclave	Travail protégé
<i>CHRETIEN</i> (invention de l'obéissance générale) 400 à 950	<i>Bipolaire</i>	Eglise	Charité et salut	Fidèle	Obole et obéissance
		Empereur	Paix militaire	Domaine	Prestation militaire
<i>FEODAL</i> (invention des infrastructures collectives) 950 à 1500	<i>Multipolaire</i>	Suzerain	Paix militaire	Vassal	Prestation militaire
		Noble	Protections et infrastructures communes	Manant	Tailles et corvées
<i>MODERNE</i> (invention de l'étatisme) 1500 à 2050	<i>Monopolaire</i>	Etat	Paix et services	Citoyen	Impôts et prestations citoyennes
<i>NOETIQUE</i> (invention de l'autonomie régionale) 2050 à 2600	<i>Bipolaire</i>	Continent	Réglementations fédérales, monnaie, paix extérieure, justice interrégionale,	Région	Contributions fiscales
		Région	Paix intérieure, justice intra-régionale, infrastructures, services	Citoyen	Impôts et prestations citoyennes

La fin du monde grec.

La coalition des cités grecques avait victorieusement triomphé lors des guerres médiques ... mais elle s'effondra devant les légions romaines. Rome alors imposa son système aux cités grecques qui n'eurent pas d'autre choix.

Mais la vengeance fut énorme car si la vie grecque subit la politique romaine, la pensée grecque façonna en profondeur la pensée romaine.

La fin du monde romain.

Le monde romain était un monde d'ordre fondé sur un ordre militaire (les légions), un ordre logistique (les ouvrages d'art) et un ordre juridique (les codes de lois). L'évergétisme (*panem*

et circenses - cfr. Paul Veyne dans "Le paix et le cirque") était le centre du pacte social global. La *pax romana*, l'opulence économique, l'oisiveté des "hommes libres" et la course aux plaisirs ramollirent dramatiquement les élites impériales. Un laxisme généralisé et décadent commença de s'installer, délaissant les ouvrages d'art et s'accommodant de lois de moins en moins appliquées du fait de la corruption. Les citoyens délaissèrent le service militaire et l'armée légionnaire, peu à peu se germanisa, jusqu'au postes de commandement les plus élevés : ce sont des légionnaires germaniques qui eurent la garde des verrous de l'empire face aux hordes ... germaniques d'outre-Rhin.

Celles-ci, en envahissant progressivement l'empire, mirent une pression terrible sur toutes les institutions. L'empereur Constantin, d'abord, et son petit-fils Théodose, ensuite, mirent le pied à l'étrier au christianisme en espérant, ainsi, à la faveur de la ferveur religieuse nouvelle, ragaillardir et revitaliser les élites romaines décadentes. Rien n'y fit. L'Eglise chrétienne fut mise en place et convertit les Germains sans plus se préoccuper des "païens", romains ou autres.

La fin du monde chrétien.

L'extinction de la lignée carolingienne (921) et le grand schisme d'orient de l'Eglise chrétienne (à partir de 1054, la notion de chrétienté s'évanouit) font s'effondrer en même temps les deux autorités centrales, l'une impériale, l'autre ecclésiastique.

Depuis la mort de Charlemagne, les péripéties de sa succession ont commencé de morceler l'Empire qui, trop occupé aux querelles dynastiques, ne put plus remplir ses obligations envers les domaines tant laïques que monastiques qui durent, alors, assumer leur autonomie forcée et se réorganiser en conséquence.

Cela aboutit à la féodalité qui était un système politique décentralisé, défini par des contrats locaux et individualisés, déterminant, dans un sens, le devoir du maître (seigneur ou suzerain) d'assurer la bonne paix et les bonnes infrastructures à tous ses inféodés (manants ou vassaux) et, en retour, son droit de jouir de privilèges divers, dûment spécifiés.

La fin du monde féodal.

L'effondrement de la noblesse guerrière du fait des croisades (avec, pour conséquence, son incapacité à maintenir paix et infrastructures) et la montée en puissance des villes du fait de l'émergence d'une économie marchande (et de leur "franchise" loin des pouvoirs féodaux), ont entraîné l'émergence de la modernité fondée sur l'étatisme et le bourgeoisisme (le socialisme réel n'étant que l'aspiration du prolétariat à s'embourgeoiser).

Alors un nouveau "contrat" fut imposé de fait, un contrat bien plus étatique que "social". Il est temps de voir que Hobbes et, en bon plagiaire, Rousseau après lui, ont théorisé un pur fantasme : il n'y a jamais eu de "contrat social". L'Etat central, d'abord monarchique, puis républicain, puis populaire a pris le pouvoir et l'a gardé aux travers d'institutions toutes aussi artificielles les unes que les autres.

La fin du monde moderne.

Aujourd'hui, le contrat "étatique" est rompu : trop d'impôts (sans plus guère de prestations : avec la fin du service militaire, toutes les prestations se sont quasi financiarisées ; mêmes les "devoirs citoyens", comme le vote, s'étiolent) contre plus assez de paix (la société civile est gangrenée par le cancer des activismes, salafismes, extrémismes, insurrections fascisantes à la "gilets jaunes", idéologismes socialo-gauchistes, marginalismes divers, banlieues scélérates, zones de non-droit, ...) et plus assez de services (déliquescence des hôpitaux, écoles,

universités, hospices, compagnies de transport, services postaux, ... ; pesanteur inacceptable des règlements, normes, codes, procédures, contrôles, ... ; fonctionnarisation ubuesque des administrations de plus en plus inefficaces et inutiles, ...).

Aujourd'hui, l'idée moderniste d'étatisme a atteint son niveau maximal de nocivité ; les Etats nationaux doivent disparaître. De nouvelles institutions, non étatiques, doivent émerger pour restaurer le "contrat" de base : paix et services contre impôts et prestations.

La continentalisation générale qui est en cours à toute vitesse, aujourd'hui, plaide pour un nouveau "contrat" politique sur deux niveaux : l'un au niveau d'une vraie fédération européenne, l'autre au niveau des vraies petites entités régionales autonomes possédant une vraie cohérence socioéconomique, culturelle et historique.

Il n'y a pas d'autre issue !

Le logiciel démocratique, lui aussi pur produit de la modernité, a de même atteint et dépassé ses limites. Comment définir ce que seront la "bonne" paix, les "bons" services, les "bons" impôts et les "bonnes" prestations du futur ? Les masses sont notoirement incapables de répondre à ces questions au-delà des intérêts personnels et du très court-terme. On peut l'expérimenter à loisir dans l'écheveau absurde des "revendications" contradictoires, triviales et vulgaires des "gilets jaunes" et des factions populistes.

Les masses ne comprennent et ne désirent que le *panem et circenses*.

*

* *